

**ARRÊTÉS ET DÉCISIONS****Arrêté n° 1468-2008/PS du 9 octobre 2008 portant inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des bâtiments du village de Prony, commune du Mont-Dore**

Le président de l'assemblée de la province Sud,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée et complétée n° 14-90/APS du 24 janvier 1990 relative à la protection et à la conservation du patrimoine dans la province Sud ;

Vu l'avis favorable émis par la commission des sites et monuments historiques de la province Sud en sa séance du 6 novembre 2007,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup> :** Conformément aux dispositions de la délibération, modifiée et complétée, n° 14-90/APS du 24 janvier 1990 susvisée, les bâtiments du village de Prony, situés d'une part sur les lots numéro 6, d'une superficie de 3 hectares et 74 ares, et numéro 7, d'une superficie de 93 ares, section Carénage, commune du Mont-Dore, appartenant à la province Sud, aux termes d'un acte transcrit au bureau des hypothèques de Nouméa le 26 janvier 2007, volume 4867, numéro 6, et d'autre part sur le domaine public maritime, section Carénage, commune du Mont-Dore, appartenant à la province Sud aux termes de l'article 45 de la loi organique modifiée, numéro 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Les vestiges sont matérialisés par un liseré gras sur le plan ci-annexé.

**Article 2 :** Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération susvisée, l'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques entraîne obligation, pour le propriétaire, de ne procéder à aucune modification des bâtiments sans avoir, quatre mois auparavant, avisé le président de l'assemblée de la province Sud de son intention et indiqué les travaux qu'il se propose d'effectuer.

**Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article 14-3 de la délibération susvisée, aucune construction neuve ne peut être adossée à un immeuble classé ou inscrit à l'inventaire supplémentaire sans une autorisation spéciale du président de la province, après avis de la commission des sites et monuments historiques.

**Article 4 :** Le présent arrêté, prononçant l'inscription à l'inventaire supplémentaire des bâtiments visés à l'article 1 ci-dessus, sera enregistré et transcrit à la conservation des hypothèques de Nouméa. Mention des présentes sera portée en marge du bordereau de transcription de la dernière mutation.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera transmis à M. le commissaire délégué de la République et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Pour le président  
et par délégation :  
*La première vice-présidente,*  
SONIA LAGARDE